

SEUL

Syndicat Étudiant Unitaire et Laïque
<http://fseul.free.fr>

Appel solennel aux syndicats : Boycott des élections ! Comme en Tunisie et en Égypte, mobilisation jusqu'au bout !

La participation des syndicats étudiants aux instances universitaires locales (CA / CEVU / CS / UFR) a été le cadeau empoisonné de Pompidou après mai-juin 1968. L'objectif était, sous couvert de « démocratisation » des facs, d'institutionnaliser les syndicats, de les intégrer, pour les vider de leur contenu, à savoir **la défense des intérêts matériels et moraux des étudiants, en toute indépendance à l'égard de l'état, du patronat et des partis politiques**. Force est de constater que cela a marché. Depuis 1968, les syndicats ont vu fondre leurs effectifs en même temps qu'augmentait les subventions et autres avantages matériels octroyés aux « vainqueurs » d'élections qui n'ont jamais mobilisé plus d'un étudiant sur dix.

Avec le processus européen de Bologne (1999), **ces instances de « concertation » ont été au coeur de la destruction du contenu national de nos diplômes**. Nos « élus étudiants » ont pu obtenir des crédits ECTS pour valider leur semestre en compensation de leur présence ! Déjà, on pouvait s'interroger sur l'intérêt de la présence des syndicats dans ces instances où ils étaient minoritaires. « Pour accéder aux informations que nous cache la direction de la fac », « pour contrôler les décisions prises », nous répondaient alors nos « élus ». **Alors que le patronat démantelait nos droits collectifs issus de la reconnaissance de notre niveau de qualification**.

Avec la LRU en 2007, ces instances ont clairement changé de nature : réduction du nombre d'élus étudiants et personnel, « autonomisation du budget », pleins pouvoirs du président de la fac, entrée de représentants d'entreprises privées. **La privatisation de l'université est en marche !** Tout simplement par la mise en concurrence des facs pour obtenir les financements de l'État ou des entreprises privées. C'est la course à la gamelle et il est clair qu'il y aura une majorité de perdants : tous les étudiants n'intégreront pas les fameux « pôles d'excellence ».

Alors, que compte défendre nos futurs élus ? Voter contre la réduction des budgets, contre la fermeture d'une filière, contre les financements privés, contre la hausse des frais d'inscription ? Et après ? Quel bilan tire l'UNEF de sa politique de présence depuis 2001 : la prise en compte de la double moyenne et le maintien des sessions de rattrapages. C'est bien peu quand on accepte la privatisation des facs ! **Quel que soit les votes ou les motions, ils ne sont que des cautions démocratiques à des instances qui ne le sont pas**. Pourquoi perdre son temps à discuter avec une présidence qui fait ce qu'elle veut alors qu'il y a des milliers d'étudiants à informer, à organiser et à mobiliser pour défendre leurs droits à une université publique, laïque et gratuite ?

Le SEUL lance donc un appel solennel, à l'occasion des élections, aux syndicats étudiants, pour que ceux-ci s'engagent à retirer leurs candidats, à boycotter cette mascarade d'élections. La privatisation de l'université est en cours, tout comme celle de l'enseignement. **L'exemple à suivre nous vient de Tunisie et d'Égypte**. L'heure est au combat, à la lutte pour stopper la privatisation en cours. Nous le disons sincèrement à ceux qui se fourvoient dans ce simulacre de démocratie, qui accepte la cogestion : **il n'y a qu'un seul moyen de stopper la privatisation: la lutte unie et déterminée jusqu'à l'abrogation de la LRU !**